

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIMAC AGRO

Usine de Pointe courte
BP 139
34200 Sète

Références : D2026_UD34_H1_041
Code AIOT : 0006601278

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement TIMAC AGRO implanté ZONE PORTUAIRE 34200 Sete. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à des signalements de la municipalité de Sète d'envols de tôles sur la voie publique en provenance des installations qui ne sont plus exploitées sur le site de Timac Agro.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIMAC AGRO
- ZONE PORTUAIRE 34200 Sete

- Code AIOT : 0006601278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est exploité depuis 1890, dans un premier temps comme haut fourneaux et depuis 1940 comme site de production d'engrais.

En 2019, la cessation de l'activité de production d'engrais a été notifiée.

Ne restent d'actif sur le site qu'un atelier de mélange d'engrais liquide, un atelier de mélange d'engrais solides et une base logistique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation Administrative	AP Complémentaire du 12/10/2017, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mise en sécurité des activités cessées	Code de l'environnement du 11/06/2019, article L 512-20	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est mis en consultation auprès de l'exploitant pour la mise en sécurité des bâtiments proches des limites de propriété du site.

De plus, un calendrier doit être présenté pour la réalisation du reste de la procédure de cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2017, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle activité			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	N a t u r e d e l' i n s t a l l a t i o n	Régime
2170-1	E n g r a i s amendements et supports de culture(fabrication des) à partir de	Production de 500 t/jour	A

	matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781		
2515-1a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, p u l v é r i s a t i o n , nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de d é c h e t s n o n dangereux inertes.	Capacité de 2000 kW Production d'engrais de 250 000 t/an	E
2910-A2	Combustion	1 chaudière vapeur de 2,7 MW 1 chaudière bois de 9,3 MW 1 brûleur (sécheur 1) de 6,9 MW bridé en puissance 1 brûleur (sécheur 2) de 1,384 MW Soit un total de 20,284 MW bridé à 19,99 MW	DC
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (d é p ô t s d e) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Quantité inférieure à 5000 m2	D
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues	Stockage de bois ou m a t é r i a u x combustibles destinés à l'alimentation de la chaudière d'un volume inférieur à 20 000 m3	D

4440	Solides combustibles 1, 2 ou 3	Stockage jusqu'à 25 tonnes du produit fini KSC PHYT ACTYL	D
------	-----------------------------------	---	---

Constats :

Le 29 août 2019, la société TIMAC AGRO a communiqué une notification de cessation partielle d'activité concernant ses activités de production d'engrais.

Parmi les activités réglementées par l'arrêté du 12 octobre 2017, ne subsistent que :

- 2515 : broyage/criblage/ensilage... pour une puissance de 238 kW : Enregistrement, (activité principale de l'atelier minéral),
- 2171 : dépôt d'engrais organiques sur site : Déclaration, (activité de transit au besoin),
- 4440 : stockage de 25 t de combustible type KSC PHYT ACTYL : Déclaration (activité de l'atelier aquasoluble),
- 4130 : stockage de 9,8 t d'acide nitrique liq. : Déclaration (activité de l'atelier aquasoluble),

Le site est non classé pour le stockage de 150 GRV d'1m3 (2663), de 30 t de KNO3 (4706), pour le stockage d'engrais liquide en cuves 2x30t (2175), le stockage de 12 m³ de GNR (4734), la présence de fluides frigorigènes en équipements clos (1185).

La procédure de cessation partielle d'activité n'a que peu avancé depuis 2019 : les bâtiments n'ont pas été démolis et aucune étude de sol ou de dépollution n'a été transmise au service de contrôle des ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, dans un délai de deux mois, un calendrier de réalisation de ses obligations au titre de la cessation partielle d'activité, incluant notamment la réalisation d'une étude de sol et d'un dossier de dépollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mise en sécurité des activités cessées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2019, article L 512-20

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des bâtiments

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. (...)

Constats :

Le site de la société TIMAC AGRO est implanté sur les parcelles AC 414, 279 et 280 de la commune de Sète, pour une superficie totale de 133 383 m², sis D2 route de Balaruc, 34200 Sète. À la suite de la notification de cessation partielle d'activité intervenue le 29 août 2019, une mise en sécurité partielle des installations a été réalisée : les chaudières ont été démantelées, les alimentations électriques sont coupées et les accès sont condamnés.

Toutefois, conformément aux observations relevées notamment par la mairie de Sète, l'inspection a constaté lors de sa visite du 7 avril 2026 que les bâtiments constituent un danger pour le voisinage immédiat du site. Des éléments de toiture situés à proximité des limites de propriété s'envolent et atterrissent sur la route de Balaruc (D2). Les filets de protection mis en place présentent une usure régulière et ne remplissent pas leur fonction de manière satisfaisante et pérenne.

Par ailleurs, la corrosion avancée des points d'appui structurels des bâtiments fait peser un risque sérieux d'effondrement.

Compte tenu de la superficie importante du site, la surveillance périmétrique est difficile à assurer et des intrusions sont régulièrement constatées, faisant craindre des accidents corporels.

À ce jour, la société TIMAC AGRO n'a pas communiqué de date officielle pour le démantèlement des structures concernées.

Ce constat de danger entraîne une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en sécurité de manière pérenne les bâtiments suivants :

- Atelier ensachage (convoyeur compris),
- Atelier engrais,
- Stockage urée,
- Atelier cave,
- Bâtiment fosse.

dans un délai de douze mois.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est établi en ce sens et joint au présent rapport dans le cadre du contradictoire conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois